



## PRÉFECTURE DE LA DRÔME

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
DES COLLECTIVITES ET DES TERRITOIRES  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
Affaire suivie par Brigitte BAUSSART  
TEL : 04 75 79 28 69  
FAX : 04 75 79 29 49  
Email : brigitte.baussart@drome.pref.gouv.fr

### **A R R Ê T É n °08-2714**

portant agrément des exploitants des installations de dépollution  
et démontage de véhicules hors d'usage  
SARL AUTO PIECES 2001 à ALBON  
**AGREMENT n ° PR 26 00 20 D**

Le Préfet de la DRÔME  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement et notamment ses titres I et IV de son livre V (partie législative et réglementaire) ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment ses articles 19 et 21 ;

VU le décret n ° 91-732 du 26 juillet 1991 modifié relatif à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie ;

VU le décret n° 2003-727 du 1<sup>er</sup> août 2003 relatif à la construction des véhicules et à l'élimination des véhicules hors d'usage, notamment ses articles 9 et 12 ;

VU l'arrêté ministériel du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés des véhicules hors d'usage;

VU l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage de véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté préfectoral n°4210 du 21 juillet 1982 autorisant la SARL AUTO PIECES 2001 à ALBON à pratiquer une activité de stockage et de récupération de métaux sur la commune d'Albon;

VU la demande d'autorisation présentée le 13 septembre 2007 par la SARL AUTO PIECES 2001, pour obtenir l'agrément permettant de pratiquer la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage ;

VU le rapport et les propositions du 28 février 2008 de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis prononcé par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques le 10 avril 2008 ;

CONSIDERANT que la demande d'agrément présentée par la société SARL AUTO PIECES 2001 comporte l'ensemble des renseignements mentionnés à l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage des véhicules hors d'usage et que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme;

## **A R R E T E**

### **Article 1<sup>er</sup> : AGREMENT**

La SARL AUTO PIECES 2001 sise « Le Creux de la Thine » à 26140 ALBON est agréée pour effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage.

L'agrément est délivré pour une durée de 6 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

### **Article 2 : PRESCRIPTIONS**

La SARL AUTO PIECES 2001 sise « Le Creux de la Thine » à 26140 ALBON est tenue, dans l'activité pour laquelle elle est agréée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.

### **Article 3 :**

Les prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral n° 4210 du 21 juillet 1982 sont complétées par les points suivants :

**4.1** : - Les pièces graisseuses sont entreposées dans des lieux couverts ;

- Les batteries ,les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et

des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés ;

- Les emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir. Les emplacements dédiés à l'entreposage des véhicules hors d'usage, qui n'ont pas été dépollués conformément aux dispositions du 1<sup>er</sup> de l'annexe de l'arrêté du 15 mars 2005, doivent être obligatoirement couverts d'un revêtement imperméable. Ce revêtement peut, par exemple, être en béton ;
- Les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, antigels et de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés dans des lieux couverts dotés d'un dispositif de rétention.

#### **Article 4 : AFFICHAGE**

La SARL AUTO PIECES 2001 à ALBON est tenue d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation son numéro d'agrément et la date de fin de validité de celui-ci.

#### **Article 5 :**

La Secrétaire Générale de la préfecture, le Directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Drôme et dont une ampliation est notifiée à la SARL AUTO PIECES 2001 à ALBON (26240).

#### **Article 6 DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

#### **Article 7 MESURES DE PUBLICITE**

Une copie du présent arrêté sera déposée à la Mairie d'Albon et mise à la disposition de toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la Mairie pendant une durée d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera adressé par les soins du Maire et transmis à la Préfecture de la Drôme- bureau de l'environnement.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis au public sera inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

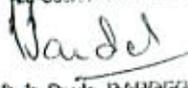
**Article 8 EXECUTION**

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme, Monsieur le Maire d'Albon, Monsieur le Directeur Régional de l'industrie et de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Drôme .

POUR COPIER CONFORME  
LE MAIRE  
BUREAU  
  
Gilbert CHEVALIER

Fait à Valence le ,  
Le Préfet,

20 JUI 2008

Pour le Préfet, par délégation,  
La Secrétaire Générale  
  
Marie-Paule B...

## **Agrément des exploitants des installations de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage**

**S A R L AUTO PIECES 2001 à SAINT RAMBERT D'ALBON**

**ANNEXE 1**

**CAHIER DES CHARGES ANNEXE A L'ARRETE n° 08-2714 du 20 juin 2008**

### **1°/ Dépollution des véhicules hors d'usage.**

Afin de réduire toute incidence sur l'environnement, le titulaire est tenu de réaliser les opérations suivantes avant tout autre traitement :

- les batteries et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les composants susceptibles d'exploser sont retirés ou neutralisés ;
- les huiles de carter, les huiles de transmission, les huiles de boîte de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, antigel et de frein, les fluides de circuits d'air conditionné ainsi que tout autre fluide présent en quantité significative sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties concernées ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés dans la mesure du possible ;
- les éléments mentionnés comme devant être démontés dans l'arrêté pris en application du 1 de l'article R.318-10 du code de la route et qui ont été rendus identifiables à cette fin sont retirés.

### **2°/ Opérations visant à favoriser le réemploi, le recyclage et la valorisation**

Le titulaire retire les éléments suivants du véhicule :

- pots catalytiques ;
- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium ;
- pneumatiques et composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableau de bord, récipients de fluides etc.) ;
- verre.

Le titulaire peut mettre en œuvre des conditions alternatives qui assurent au moins un niveau équivalent de protection de l'environnement. Il peut ainsi ne pas retirer ces éléments s'ils sont séparés lors ou à l'issue du broyage ou du découpage dans des conditions qui permettent leur recyclage en tant que matériaux.

Les opérations de stockage sont effectuées en veillant à ne pas endommager les composants et éléments valorisables ou contenant des fluides et les pièces de rechange.

### **3°/ Traçabilité**

Il est tenu de ne remettre les véhicules hors d'usage qu'à un broyeur agréé ou à toute autre installation de valorisation ou d'élimination autorisée à cet effet et assurant un traitement similaire dans un autre Etat, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage s'est effectué dans le respect des dispositions du règlement (CEE) n° 259/93 du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la communauté européenne.

Les conditions de transfert entre le démolisseur agréé et le broyeur agréé doivent permettre la traçabilité de ces véhicules.

Le titulaire est tenu de délivrer au broyeur qui prend en charge le véhicule hors d'usage après traitement un exemplaire du récépissé de prise en charge pour destruction.

#### **4°/ Réemploi**

Le titulaire est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réemploi et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces de réemploi peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L.221-1 du Code de la Consommation.

#### **5°/ Dispositions relatives au déchets**

Le titulaire élimine les déchets conformément aux dispositions des titres Ier et IV du livre V du code de l'environnement.

#### **6°/ Communication d'information**

Le titulaire est tenu de communiquer chaque année à Monsieur le Préfet de la Drôme et à l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, le cas échéant sous forme électronique, la déclaration prévue par l'arrêté du 19 janvier 2005 susvisé.

#### **7°/ Contrôle par un organisme tiers**

Le titulaire fait procéder chaque année par un organisme tiers à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions de son arrêté préfectoral et aux dispositions du présent cahier des charges. L'organisme tiers est accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
- certification de service selon le référentiel «traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS Qualicert ;
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le BVQI.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.

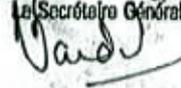
A Valence le, **20 JUIN 2008**  
Le Préfet,

POUR COPIE CONFORME  
L'ATTACHE PRINCIPAL  
BUREAU



Gilbert CHEVALIER

Pour le Préfet, par délégation,  
Le Secrétaire Général



Marie-Paule BARDECHE